

ELLE ESTIME QU'ON DOIT «REDONNER LA PAROLE AU PEUPLE»

Louisa Hanoune réclame des élections anticipées

La secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT) a évoqué hier la tenue d'«élections anticipées», dans le but de redonner la parole au peuple. «Le PT est un parti indépendant. Personne ne lui dicte ses positions», assure Louisa Hanoune.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Louisa Hanoune, qui réunissait hier à l'Institut d'études et de recherches syndicales d'El-Achour, en session ordinaire, la commission nationale de la femme travailleuse du PT, a assuré que les positions et décisions du parti sont «constantes» et émanent de son «programme, de son idéologie et de ses instances dirigeantes». «Le Parti des travailleurs n'a jamais adhéré ni n'adhère à aucun clan, si jamais ils ont existé», dira Louisa Hanoune, clôturant un discours de deux heures.

La dirigeante du PT récusait en fait les supputations «grotesques» et de «bas niveau», les interprétations «erronées» résultant de son appel lancé récemment au frère du président de la République, Saïd Bouteflika qu'elle ne citera pourtant pas nommément.

Un appel considéré comme un encouragement à la transmission «héréditaire» du pouvoir, ce qu'elle réfutera clairement en arguant que «le PT combat pour une démocratie véritable, le respect de la souveraineté du peuple et le droit du peuple à

révoquer ses élus du bas au sommet de la hiérarchie». En ce sens, M^{me} Hanoune considérera opportun de «régler le problème de la représentation populaire», de «rendre la parole au peuple» à travers la tenue d'élections anticipées.

Néanmoins, elle assurera avoir soumis aux grands responsables du pays le problème des «déviances de l'oligarchie». Une oligarchie qui tend à «gangrener» les institutions, déploiera Louisa Hanoune, hostile à «la privatisation de l'Etat», à «toute prédation».

Revenant sur les déclarations récentes du ministre de l'Industrie et des Mines et qu'elle qualifiera, sans le citer nommément, de «réaction de la baltagua» et qui «confirme le bien-fondé de nos positions», la dirigeante du PT affirmera que sa formation politique poursuivra le combat contre cette oligarchie qui «amène au totalitarisme».

Une prédation qui cible notamment le secteur de la santé, Louisa Hanoune contestant le bien-fondé d'un avant-projet de loi, «une bombe», qui risque de remettre en



Louisa Hanoune réfute toute obédience clanique.

cause les principes de la gratuité de la médecine et ouvre la voie au désengagement de l'Etat par le biais du «partenariat public-privé». Comme elle déplorera les velléités d'un «homme d'affaires» activant dans le secteur des travaux publics, de disposer d'un «contrat exclusif» dans le domaine de la fourniture d'équipements de radiothérapie. De même, la secrétaire générale du PT affirmera qu'«aucun centime ne sortira» des caisses du Trésor (deniers publics) pour financer des projets d'investissements à l'extérieur, tels

ceux projetés par «le président de l'oligarchie» en Grèce.

Sans également le citer nommément, Louisa Hanoune ciblait en fait le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE) et président du groupe privé ETRHB, Ali Haddad.

La dirigeante du PT observera en ce sens que la disposition de septembre 2014, adoptée par la Banque d'Algérie et autorisant les opérateurs nationaux à investir à l'étranger, doit être abrogée.

En outre, Louisa Hanoune prônera la mise en place «systématique»

des licences d'importation, la lutte contre «la dilapidation» du foncier par des opérateurs privés, hors activités de production... L'opportunité pour la dirigeante du PT de revenir sur «les scandales», les affaires de l'autoroute Est-Ouest et de Sonatrach. «Une mascarade», dira-t-elle à propos du report des deux procès relatifs à ces affaires.

Considérant injuste de condamner illico presto des chômeurs ou de jeunes délinquants tandis que des auteurs de malversations sont mis à l'abri, M^{me} Hanoune dénoncera une «justice de deux poids, deux mesures». Certes, elle est convaincue de l'«innocence» de l'ancien secrétaire général du ministère des Travaux publics dans l'affaire de l'autoroute Est-Ouest.

Pour autant, la dirigeante du PT affirme qu'«il ne saurait y avoir d'immunité» ministérielle, ni d'«impunité».

Auparavant, Louisa Hanoune était longuement revenue sur la situation de la femme algérienne, une citoyenne de statut mineur, régie par des dispositions anticonstitutionnelles et antisociales et dont l'émancipation bute sur l'utilisation de la religion, l'absence de volonté institutionnelle réelle et de rupture démocratique et la perpétuation de l'oppression.

C. B.

RENOUVELLEMENT DU PARC DE TRANSPORT DE VOYAGEURS

Des crédits pour les opérateurs

Les pouvoirs publics s'impliqueront de façon consistante dans l'opération de renouvellement du parc national des transports de voyageurs.

C'est ce que le ministre des Transports vient de réaffirmer. En effet, Amar Ghoul a fait part de l'octroi de crédits bancaires aux opérateurs du secteur. D'où l'accord qui vient d'être paraphé avec le ministère des Finances pour l'accompagnement des propriétaires de bus vétustes de transport de voyageurs ne répondant pas aux normes de sécurité, de confort et de respect de l'environnement, en prévision du renouvellement du parc national.

Surtout que 82 % des 100 000 bus de transport de voyageurs appartiennent à des particuliers incapables pour nombre d'entre eux, de renouveler leurs parcs sur fonds propres.

Et à Ghoul d'annoncer pour l'année prochaine le chronotachygraphe dont seront dotés tous les bus de transport de voyageurs et les camions assurant les longs trajets. Un appareil qui permettra d'avoir toutes les informations relatives à la vitesse lors du trajet et la durée d'arrêt obligatoire de repos.

La même année verra l'entrée en vigueur du permis de conduire biométrique, après finalisation de la distribution des cartes d'identité biométriques.

M. K.

IMPLICATION DE TERRORISTES ALGÉRIENS EN TUNISIE

La réponse diplomatique de Belaïz à Beji Caïd Essebsi

Au propos direct du Président tunisien qui sent l'accusation, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a préféré une réponse plutôt diplomatique, certainement pour faire l'économie d'un faux «problème» à même de brouiller les relations au beau fixe entre les deux voisins.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Tayeb Belaïz était attendu pour répliquer à Beji Caïd Essebsi qui, dimanche dernier, soutenait que tous les groupes terroristes débusqués dans son pays sont tous ou presque pilotés par des chefs algériens dont celui du groupe qui avait mené l'attaque contre le musée du Bardo à Tunis, la semaine dernière, comme l'affirmait le ministre de l'Intérieur tunisien ce jeudi.

Une réplique qui s'est voulue diplomatique, Belaïz ayant opté pour des «généralités». «Le terrorisme n'a pas de nationalité, n'a pas de pays, n'a pas de religion, n'a pas de couleur et n'a pas d'humanisme. Son seul objectif est de tuer et de détruire. Il peut se manifester dans n'importe quel territoire et il n'y a pas de différence entre les terro-

ristes, peu importe leurs noms», dira-t-il en marge d'une séance de questions orales, jeudi au Conseil de la nation.

Pour lui, s'il y a bien des «terroristes algériens», il y a aussi des terroristes de «toutes les nationalités» dont des «Tunisians», et même certains issus des «pays européens».

Et de plaider pour une lutte «commune» contre ce fléau car, selon lui, «aucun Etat n'est en mesure à lui seul de contrer le terrorisme et tous les pays doivent s'entraider pour trouver un mécanisme efficace et une stratégie commune de lutte antiterroriste».

Le ministre de l'Intérieur est également revenu sur le dossier des gardes communaux. Réitérant sa conviction que le dialogue était l'unique moyen de régler les problèmes, il estimera qu'aucune des doléances de ce corps «n'était» négligée.

Des doléances au nombre de douze par ailleurs, toutes prises en charge, ne subsistent, ajoutera-t-il, que des aspects techniques concernant certaines de ces revendications, citant la retraite, la carte Chifa et le microcrédit «traitées dans le cadre de commissions intersectorielles».

M. K.

PEINES DE PRISON CONFIRMÉES POUR LES CHÔMEURS DE LAGHOUAT

Des avocats crient au scandale

Le procès en appel des sept chômeurs de Laghouat a abouti ce mercredi à une peine d'une année de prison dont six mois fermes. Belkacem Khencha et ses six camarades ont demandé à une partie de la défense, particulièrement «redoutée», de ne pas prendre part au procès, en contrepartie d'une libération «négociée». C'est le contraire qui s'est produit.

Selon M^o Abdelghani Badi, une partie de la défense des chômeurs de Laghouat a été destinataire d'un message, quelques jours avant la tenue du procès en appel. «Les mis en cause nous ont priés de ne pas prendre part au procès en appel. Une demande qui nous a particulièrement intrigués au départ mais nous avons fini

par comprendre les raisons de cette démarche», souligne-t-il. En effet, à l'ouverture du procès, à la mi-mars, une partie de la défense, dont les avocats sont membres d'un collectif des droits de l'Homme, a particulièrement mis à mal le président de la séance. «Nous avons formulé un renvoi car les conditions d'un procès équitable n'étaient pas réunies. Nous avons haussé le ton pour dénoncer un procès à huis clos. J'avais personnellement signifié qu'il ne m'honore pas de participer à une telle mascarade, puisque le public, la presse et les familles des mis en cause ont été interdits d'accès. L'incident a d'ailleurs fait beaucoup de bruit et la cour de Laghouat était particulièrement gênée», rappelle M^o Abdelghani Badi. Ainsi, le procès a été renvoyé et c'est mercredi dernier qu'il devait être tenu en appel. Un évènement inattendu s'est produit quelques jours avant.

Ce sont les mis en cause eux-mêmes qui

demandent l'absence d'un collectif de 14 avocats. «Ils ont apparemment eu l'assurance d'être libérés contre notre absence. Il faut dire que notre présence au procès était vraiment redoutée...», ajoute M^o Abdelghani Badi, qui est notamment président du bureau d'Alger de la LADDH. Le collectif des avocats en question n'a donc pas pris part au procès. Contre toute attente, la peine d'une année de prison, dont six mois fermes, a été confirmée par la cour de Laghouat.

«Un procès anticonstitutionnel»

Interrogé si le chef d'accusation «attroupe-ment non-armé» justifiait une peine d'une année de prison, dont six mois fermes, M^o Abdelghani Badi considère que la poursuite judiciaire elle-même n'est pas à la base justifiée. Explications : «Le procès lui-même est anticonstitutionnel. Les articles 98 et 100 sur

l'attroupe-ment n'ont plus lieu d'être dans le code pénal. Ces articles sont la négation même de ce que prévoit la Constitution. L'article 132 de la Constitution stipule que toutes les conventions internationales ratifiées par l'Algérie sont au-dessus de la loi algérienne, notamment la Constitution. Et l'Algérie a justement ratifié la Convention internationale sur les droits civiques et politiques, laquelle d'ailleurs prévoit la liberté de rassemblement comme un droit sacré et indiscutable». M^o Abdelghani Badi estime enfin qu'un tel précédent est dommageable pour l'Algérie, la justice et les droits de l'Homme.

Pour rappel, le militant pour les droits des chômeurs Belkacem Khencha et ses six camarades sont en prison depuis le 28 janvier, pour avoir tenu un rassemblement devant le tribunal de Laghouat en soutien à l'un de leurs amis qui passait ce jour-là à la barre.

Mehdi Mehenni